

LES NOUVELLES DU GRIP

Lettre d'information
du Groupe de recherche
et d'information sur la paix
et la sécurité (GRIP)

Trimestriel n° 39 – 1er trimestre 2006
GRIP - Rue Van Hoorde, 33
B - 1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site web: www.grip.org
Ed. resp.: Bernard Adam
(Dépôt B-Bruxelles X)

Le GRIP est une organisation
d'éducation permanente,
reconnue – et soutenue – par
la Communauté française.

Quelle puissance pour l'Europe ?

Le 7 mars 2006, les ministres de la Défense de l'Union européenne (UE) se sont réunis à Innsbruck. Objectif: créer un fonds européen pour stimuler la recherche dans le domaine de la défense. Après la création de l'Agence européenne de défense (AED), il s'agit d'une nouvelle étape dans le renforcement des moyens militaires de l'UE.

Depuis la guerre du Kosovo en 1999 et surtout après le 11 septembre 2001, certains responsables européens, appuyés par l'industrie de l'armement, plaident pour une augmentation des dépenses militaires. Avant de se lancer dans tel ou tel programme, ne faudrait-il pas entamer une réflexion stratégique? Il s'agirait de répondre au préalable à quelques questions fondamentales. Quel rôle l'Europe devrait-elle jouer dans le monde? Quels sont ses objectifs? Quels moyens civils ou militaires devrait-elle utiliser? Entend-elle devenir une puissance militaire? Veut-elle être comparable aux États-Unis? Mais, après la catastrophique intervention américaine en Irak, quelle est l'utilité d'être une puissance militaire?

L'impuissance de la puissance militaire

« Les États-Unis sont au centre du paradoxe: jamais un État n'a dans l'histoire, accumulé autant de ressources de puissance; jamais pourtant il ne s'est révélé aussi peu capable de maîtriser les enjeux auxquels il doit faire face », constate Bertrand Badie¹.

Un autre observateur des relations internationales, Ghassan Salamé², rejoint cette thèse en constatant que « la logique de la force a comme détruit la force de la logique (...). Servie par une puissance militaire sans rivale,

l'Amérique a envisagé de refaire le monde à son image, quitte à écouter trop attentivement les sirènes du néo-conservatisme militant, à surévaluer l'efficacité des moyens militaires aux dépens des autres instruments d'influence, à prendre de coupables libertés avec le droit et les opinions des autres ».

Certains regrettent la faiblesse militaire de l'Europe. Mais comme le souligne Bertrand Badie, « l'Europe risque-t-elle vraiment de tout perdre en ne parvenant pas au statut de superpuissance militaire? L'échec flagrant des politiques européennes de défense intégrée conduit peut-être à une aubaine. Faute de pouvoir imposer la marque d'une puissance maritime redoutable, le Vieux Continent s'insère différemment sur la scène internationale: par ses vertus commerciales, par la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, par l'invention d'un mode nouveau d'intégration. »

Coopération et multilatéralisme

La vision du monde des Européens est conforme à la construction de l'ensemble pacifique qu'ils ont patiemment construit. L'Union européenne est une institution, certes compliquée et encore inachevée, qui a permis d'abolir les conflits en son sein et avec ses voisins.

La méthode: la coopération plutôt que la confrontation, la création d'un marché commun privilégiant les relations économiques et commerciales et qui se sont étendues aux champs sociaux, culturels et scientifiques. Le

Bernard Adam,
directeur du GRIP
(suite en page 2)





Le GRIP au Salon de la Paix

Le 2e Salon international des initiatives de Paix se déroulera du 2 au 4 juin 2006, à Paris, Cité des Sciences et de l'Industrie (La Villette), dans le cadre de la « Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde » proclamée par l'Onu en 1998.

Avec entre autres pour partenaires, Pax Christi, Non-violence XXI, le CCFD et Partage, le Salon a pour objectif de permettre à un large public (11 000 participants en 2004) de se familiariser avec la culture de non-violence et de paix. Pour ce faire, certains exposants proposeront des initiatives et des animations. Nouveauté de ce deuxième Salon: l'organisation des *Rencontres internationales* baptisées « Acteurs de paix pour une culture de non-violence », avec des participants du monde entier.

Le GRIP tient beaucoup à être présent à cet événement, qui est une excellente opportunité de faire connaître ses publications et le fruit de ses recherches. Il permet également de rencontrer d'autres organisations et nouer, qui sait, des relations susceptibles de donner naissance à de nouveaux partenariats ou synergies.

Plus de détails sur

www.decennie.org

(suite de la page 1)

Quelle puissance pour l'Europe ?

résultat : un maillage extrêmement dense de relations croisées dans de multiples secteurs qui a permis de valoriser les intérêts communs.

Le « modèle européen » n'est sûrement pas exportable tel quel. Mais la méthode et l'objectif le sont sans aucun doute. La sécurité internationale s'améliorerait sensiblement si des ensembles régionaux d'États pouvaient être constitués, négociant pacifiquement leurs différends dans une démarche de reconnaissance mutuelle et de coopération.

Il n'y a aucune raison de croire que cette forme de multilatéralisme ne pourrait pas fonctionner ailleurs qu'en Europe, puisque cette dernière est bien le continent qui a connu au cours du dernier siècle le plus de divisions, de victimes et de conflits armés.

La puissance par la norme

Comme le décrit Zaki Laïdi³, l'Europe se place dans une logique d'interdépendance plutôt que dans une stratégie de puissance. Il constate que l'Europe pourrait choisir entre trois voies. Devenir une puissance classique, y compris militaire, mais ceci est peu réaliste.

Ou adopter une stratégie d'évitement, laissant les autres puissances, dont les États-Unis, conduire seules le monde, ce que l'Europe n'est plus encline à accepter.

Vient alors le seul choix possible, complexe, long mais plus productif: une action de décentrement par l'affirmation d'une « puissance par la norme » en travaillant patiemment à la construction de nouvelles relations internationales fondées sur le droit international. « La norme reste et restera non seulement le meilleur bouclier de l'Europe mais encore son meilleur étendard », estime Laïdi.

Mais au-delà d'une « puissance par la norme », l'Europe est loin d'être sans moyens. L'Union européenne a réalisé en 2005 un Produit intérieur brut de 10 166 milliards d'euros, tandis que les États-Unis obtenaient 10 325 milliards d'euros. L'Europe des vingt-cinq est donc incontestablement une puissance économique de même poids que les États-Unis. De

plus, la puissance commerciale de l'Europe dans le monde avec ses 1 100 milliards d'euros d'exportations (extra-communautaires) en 2005 étaient supérieurs de 40 % aux 774 milliards d'euros d'exportations des États-Unis.

Pourtant, ces moyens économiques et commerciaux ne sont pas suffisamment employés pour soutenir cette « puissance par la norme ».

Une puissance tranquille

Si l'Europe est donc d'abord une « puissance civile », cela n'entraînera pas automatiquement le renoncement à l'utilisation de moyens militaires. Mais face aux borborygmes irakiens, il s'agit d'en tirer les enseignements.

La force doit être utilisée dans des conditions que les Européens devraient définir clairement, dans le respect du droit international. Les cinq critères définis au sein des Nations unies dans le cadre de la « responsabilité de protéger » doivent nuancer l'emploi de la force : gravité de la menace, légitimité du motif, dernier recours, moyens proportionnels, examen des conséquences.

L'Europe peut donc devenir, selon les termes de Tzevan Todorov, une « puissance tranquille »⁴. Mais si elle veut projeter sa propre expérience dans le monde, elle doit être plus volontaire.

D'abord, en arrêtant de se lamenter sur son pseudo manque de puissance (elle en a).

Ensuite, en osant s'affirmer en tant que telle, avec toutes ses diversités (c'est sa richesse) et ses institutions compliquées (c'est aussi la réalité des relations internationales).

Enfin, en se persuadant que sa méthode, certes plus lente et moins spectaculaire que celle des États-Unis, est plus « réaliste » et efficace que leur tentative expéditive, et finalement contre-productive, de réorganiser la planète par le recours à la force.

Bernard Adam

1. Bertrand Badie, *L'impuissance de la puissance*, Fayard, 2004.

2. Ghassan Salamé, *Quand l'Amérique refait le monde*, Fayard, 2005.

3. Zaki Laïdi, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Les Presses de Science Po, 2005.

4. Tzevan Todorov, *Le nouveau désordre mondial*, Robert Laffont, 2003.

Un collaborateur du GRIP au Conseil de sécurité!

Pour la première fois, le Conseil de sécurité de l'Onu a discuté, le 20 mars 2006, du problème des armes légères et de petit calibre (ALPC), en vue de l'adoption d'une résolution.

Proposée par l'Argentine, la résolution réaffirme la volonté d'une majorité des États membres des Nations unies de mieux contrôler la prolifération de ces armes. Elle s'adresse à tous les États membres, leur demandant une meilleure surveillance des embarcos sur les armes, l'adoption de lois permettant le contrôle du commerce et du stockage, la création de registres nationaux sur les courtiers et la mise en oeuvre de l'instrument international sur la traçabilité. Quant aux États exportateurs d'armes, ils sont priés d'exercer « le plus haut degré de responsabilité » dans leurs ventes d'ALPC.

Dans le cadre du débat précédant l'adoption de la résolution, quelques représentants de la société civile ont été invités à s'exprimer. Parmi eux, outre Rebecca Peters, directrice d'Iansa (International Action Network on Small Arms), Charles Nasibu Bilali, collaborateur du GRIP, a eu l'honneur d'être choisi pour parler des problèmes

2005, après un bref emprisonnement à Bujumbura et risquant l'extradition vers la RDC, il avait été pris en charge par le HCR qui organisa son départ de la région et son installation, en compagnie de sa famille, en Norvège, où il a obtenu le statut de réfugié.

Un exposé remarqué

Après une brève présentation des conflits qui ont ensanglanté la région depuis 1993, Charles Nasibu Bilali a désigné ceux qu'il tient pour responsables de la prolifération d'armes en RDC, et en particulier dans sa partie orientale: les gouvernements de Kigali et de Kinshasa, les forces rebelles, les trafiquants internationaux d'armes, la communauté internationale qui réagit toujours trop tard...

Il s'est ensuite attardé sur les voies et les moyens du trafic d'armes, un sujet qu'il connaît bien puisqu'au coeur des études qu'il a réalisées pour le GRIP.

Les méthodes utilisées par les divers protagonistes du conflit congolais ont été particulièrement variées. Par exemple, le Rwanda a longtemps utilisé l'aéroport de Goma pour équiper ses favoris du RCD; l'Ouganda a utilisé la route pour alimenter le MLC et diverses milices de l'Ituri; le gouvernement kinois a parachuté des armes aux Mai-Mai insurgés contre l'occupation de leur pays.

Actuellement, alors qu'un embargo sur les armes a été instauré en 2003, les trafics se sont faits plus discrets, mais n'ont pas cessé pour autant. En Tanzanie, des armes sont cachées dans des sacs remplis de poissons séchés et traversent ainsi le lac Tanganyika pour arriver au Sud-Kivu. D'autres, dissimulées dans du bois de chauffe, sont expédiées du Rwanda dans des camions en partance pour le Nord-Kivu. Mais quel que soit l'expéditeur ou le bénéficiaire, une corruption omniprésente est toujours à la base de ces transactions.

Parmi les multiples conséquences de ce déferlement d'engins de mort et des années de guerre qui l'ont accom-

(suite en page 4)

Ce que les médias en ont dit...

« Une autobiographie que nous recommandons tout particulièrement pour sa sincérité, son authenticité, son courage. Témoignage poignant, et combien instructif, d'une jeune fille enrôlée à l'âge de neuf ans en Ouganda. »

Bou-Saana

« Un témoignage brut, fort et rare. Un récit sans concessions. »

Radio France internationale

« S'il s'agissait d'une pure fiction, ce livre serait un roman de guerre cruel mais riche en rebondissements. Choc: les protagonistes sont des enfants et il s'agit de la réalité brute. (...) Son témoignage participe à l'information sur les enfants soldats, afin de dénoncer ce scandale. »

Les Pénélopes

« Tant la théorie du "choc des civilisations" que la prétendue fracture entre islam et Occident sont rudement ébranlés par cet ouvrage salutaire. (...) En se

positionnant comme un véritable outil de réflexion et d'information qui contre le champ libre laissé aux images réductrices, et en rassemblant des auteur(e)s du Nord et du Sud qui proposent d'autres grilles de lecture, on a ici une précieuse clarification des débats. »

Le Monde diplomatique

« C'est dans un souci de vigilance que les dix auteurs ont pris conscience qu'il était grand temps de se mobiliser afin de dépasser les discours va-t-en-guerre, les clichés et se réapproprier les débats. (...) Ils ont réussi le tour de force de décrire et d'analyser de manière critique et accessible les relations qu'entretient l'Europe avec le monde musulman. »

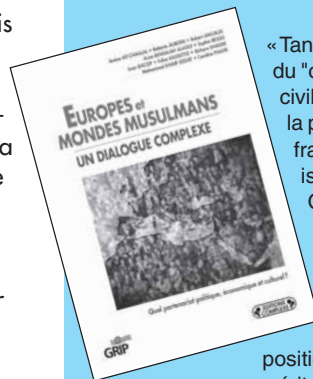
La Chronique



Charles Nasibu Bilali lors de son audition remarquée au Conseil de sécurité.

causés par la prolifération des armes légères dans son pays d'origine, la République démocratique du Congo (RDC).

Rappelons que Charles Nasibu Bilali, auteur ou coauteur de plusieurs études du GRIP sur la prolifération des ALPC dans la région des Grands Lacs, avait été la cible d'une campagne de diffamation et de menaces de mort de la part d'individus apparemment gênés par ses recherches. En octobre





Nos chercheurs SUR LA BRÈCHE

- « **Les transferts et les trafics d'armes vers la République démocratique du Congo** », exposé de **Georges Berghezan** le 3 décembre 2005 à Liège, organisé par *Debout pour le Congo*.
- **Comité préparatoire de la Conférence de révision du Programme d'action des Nations unies sur le commerce illicite des ALPC sous tous ses aspects**, organisé du 9 au 20 janvier 2006 au siège des Nations unies, New York. Participation de **Claudio Gramizzi** au titre d'expert au sein de la délégation gouvernementale de Côte d'Ivoire et de **Holger Anders** au titre d'expert non gouvernemental au sein de la délégation des Pays-Bas.
- **Cours sur les trafics d'armes légères** donné par **Claudio Gramizzi** à l'Institut royal supérieur de défense (Bruxelles), le 25 janvier 2006.
- « **L'Occident et l'islam : pour en finir avec le choc des civilisations** », exposé donné par **Caroline Pailhe** le 26 janvier à la Maison des femmes, à l'initiative des *Femmes pour la paix*.
- **Réunion d'experts sur le « Draft Model Legislation on Marking and Tracing Firearms »** développé par l'Organisation des États américains, organisée en février à Washington, DC. Commentaire du GRIP présenté par **Holger Anders**.
- **Réunion des experts indépendants pour l'examen du projet de Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et les matériels annexes**. Siège de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), Abuja (Nigeria), les 9 et 10 mars. Participation de **Claudio Gramizzi** au titre d'expert indépendant et de rapporteur.

(suite de la page 3)

Un collaborateur du GRIP au Conseil de sécurité!

pagné, on n'accorde pas assez d'attention à l'apparition d'une culture de violence et de haine, qui risque d'affecter négativement le développement de la société congolaise.

L'exposé a été particulièrement bien reçu par l'ambassadeur péruvien Oswaldo de Rivero, qui présidait le débat et est par ailleurs président du Comité des sanctions visant la RDC. Celui-ci a même invité Charles Nasibu Bilali à répéter ses recommandations qui, pour se limiter à celles dont la

portée est internationale, concernaient :

- l'instauration de sanctions envers les pays impliqués dans des trafics d'armes vers la RDC,
- l'adoption par l'Onu du Traité sur le commerce des armes proposé par une coalition d'ONG,
- la mise en œuvre de l'instrument international sur la traçabilité des armes adopté par l'Onu en 2005,
- l'adoption d'un instrument similaire visant les courtiers en armement afin de mieux contrôler leurs activités.

Georges Berghezan

Vers une nouvelle Convention sur les armes légères en Afrique de l'Ouest

Les 9 et 10 mars derniers, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) a organisé une réunion d'experts internationaux et indépendants chargés d'examiner le projet de Convention sur les armes légères et de petit calibre que l'organisation sous-régionale entend soumettre à la signature des chefs d'État lors du sommet annuel de juin 2006.

Pendant deux journées, une douzaine d'experts, dont deux chercheurs du GRIP, ont donc mené un exercice de révision du texte présenté par le Secrétariat d'Abuja.

Vers un Moratoire

Organisation initialement compétente exclusivement en matière économique et financière, la CEDEAO a, au cours des années, élargi la portée de son mandat et s'est progressivement engagée dans le domaine de la sécurité.

Les efforts ouest-africains de lutte contre les armes légères commencent au lendemain de la rébellion touareg qui déstabilise le nord du Mali et le Niger, au début des années 1990.

À la demande des États de la sous-région, une mission d'enquête du Conseil de sécurité des Nations unies visite six pays; elle constate la dimension transnationale de la dissémination incontrôlée des armes légères qui alimentent conflits et banditisme armés et recommande l'adoption d'une ap-

proche concertée et sous-régionale.

Sur la base de ces conclusions, et notamment grâce au dynamisme de la diplomatie malienne, une déclaration de Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication de cette catégorie d'armement est finalement adoptée par les quinze pays membres de la CEDEAO, fin octobre 1998.

Acte purement politique, ce Moratoire exprime la volonté des pays ouest-africains d'interdire tout transfert et toute production d'armement léger qui ne se justifie pas directement par des besoins immédiats en matière de sécurité nationale.

Privée des structures et des moyens pour veiller à la mise en œuvre efficace des dispositions contenues dans le Moratoire et dans son Code de conduite, le Secrétaire exécutif de la CEDEAO assure néanmoins la gestion du Moratoire. Il ne peut compter, pour ce faire, que sur le levier de la volonté politique, souvent faible, des gouvernements membres. Les résultats, quant à eux, restent mitigés.

Un pas supplémentaire

Initialement prévu pour une durée de trois ans et conçu comme une étape provisoire devant mener vers un cadre normatif plus permanent et contraignant, le Moratoire sera finalement renouvelé en 2001.

Avant le second renouvellement en 2004, les États membres de la sous-



région décident cependant de prendre le temps d'examiner les études d'évaluation menées en 2000 et 2002. Commanditées pour quantifier l'efficacité des dispositions du Moratoire, leur impact sur la sécurité humaine et les obstacles rencontrés dans leur mise en application, les deux analyses se concluent par la même recommandation : transformer le Moratoire en instrument légalement contraignant.

C'est finalement en décembre 2002, et notamment après une campagne coordonnée par la société civile locale, que les chefs d'État décident officiellement de transformer le Moratoire en une Convention contraignante et mandatent le Secrétariat exécutif de la CEDEAO pour diriger ce même processus de transformation.

Une fois la décision politique arrêtée, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO élabore sa stratégie en plusieurs étapes : nomination de deux consultants indépendants devant rédiger un projet de Convention (l'un d'entre eux est Ilhan Berkol, chef de projet Armes légères du GRIP), examen du projet par des experts internationaux indépendants d'abord, par les experts gouvernementaux et les ministres impliqués des États-membres, ensuite et, enfin, soumission aux chefs d'État et de gouvernement pour signature lors du sommet de juin 2006.

Simultanément, le Secrétariat renforce ses capacités et se dote d'une « Unité Armes légères », spécifiquement compétente pour les questions ayant trait à l'armement léger et fortement soutenue, notamment sur le plan financier, par la Commission européenne.

Une initiative africaine à saluer

Si la Convention proposée par le Secrétariat exécutif de la CEDEAO est effectivement signée par les chefs d'État et de gouvernement en juin prochain, l'Afrique de l'Ouest pourra fièrement, et à juste titre, présenter son nouveau cadre normatif lors de la prochaine Conférence des Nations unies sur les armes légères, qui aura lieu à partir de la dernière semaine de juin 2006.

Au-delà du bénéfice que les États individuels pourraient en tirer en termes d'image, cette avancée aura également le mérite d'aligner les quinze pays membres de la sous-région sur des dispositions qui s'inspirent directement des principes du projet de Traité sur le commerce de l'armement (TCA) dont la société civile internationale fait la promotion depuis quelques années déjà.

Et, peut-être, de réduire davantage la distance qui resterait à parcourir en ce sens...

Claudio Gramizzi

La stratégie américaine de sécurité revisitée : par la force s'il le faut...

« L'Amérique est en guerre ». Ainsi s'ouvre la nouvelle *National Security Strategy* des États-Unis, publiée le 16 mars 2006 (<http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/>). Quatre ans après la consécration de la guerre préventive et de la lutte globale contre le terrorisme par le document de 2002, l'administration Bush est toujours sur le champ de bataille et réitère sa volonté de protéger le peuple américain contre ses ennemis.

Propager la liberté dans le monde : tyrannies vs. démocraties

L'objectif premier est d'« étendre la liberté dans le monde en dirigeant un effort international pour mettre un terme à la tyrannie et promouvoir une

démocratie efficace » (p. 3). La tyrannie est définie comme une combinaison de « brutalité, pauvreté, instabilité, corruption et souffrances, régulées par des despotes et des systèmes despotiques » (p. 3). Sept pays sont épinglés : Corée du Nord, Iran, Syrie, Cuba, Biélorussie, Birmanie et Zimbabwe.

Dans ce cadre, le nouveau document justifie les actions des quatre dernières années, notamment en Irak et en Afghanistan. Depuis 2002, soutient le document, le monde a pu voir les « progrès énormes » enregistrés par la propagation de la liberté, de la démocratie et de la dignité humaine. Ainsi, l'Afghanistan et l'Irak ont remplacé des tyrannies par des démocraties, ont élu librement leur gouvernement et

Ce que les médias en ont dit...

« Cet ouvrage décrit et décrypte le comportement de ces vecteurs d'information avant, pendant et après les crises, dresse

l'évolution du paysage médiatique et analyse les contraintes rencontrées par les journalistes locaux dans leur travail quotidien. »

Jeune Afrique

« Allier la réflexion sur le rôle des médias dans les conflits et les processus de paix à des études de cas issues de l'expérience récente de neuf pays d'Afrique centrale, tel est le pari ambitieux relevé avec succès par le GRIP et l'Institut Panos Paris.

L'originalité et l'extraordinaire utilité de cet ouvrage pour tout acteur de la société civile désireux non seulement de comprendre les existantes dérives du système médiatique (...), mais aussi de se donner des moyens d'action sur et avec les médias (...), résident dans sa force de proposition.

Loin de se contenter de dresser un diagnostic noir du couple médias et conflits (...), les auteurs, en s'appuyant sur des initiatives positives, démontrent avec force que l'Afrique, mais aussi le monde dans son ensemble, pourraient être couverts différemment. »

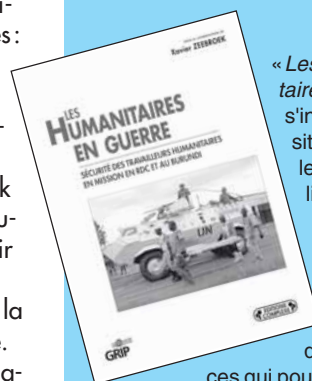
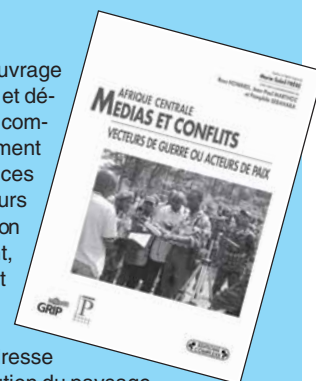
Planète paix

« Passionnant ouvrage que celui proposé par le GRIP consacré au rôle des médias dans les conflits armés en Afrique centrale. Un ouvrage dont les réflexions dépassent largement les frontières de l'Afrique centrale. »

Démocratie

« Les humanitaires en guerre s'intéresse aux situations sur le terrain. Ce livre nous apporte des témoignages, certes, mais il relate avant tout des expériences qui pourront se révéler utiles lors de futures crises. »

Mundo negro



Europe, puissance tranquille ? Un possible paradigme identitaire européen



jeudi 4 et vendredi 5 mai
2006

Palais d'Egmont
Place du Petit Sablon, 8
B-1000 Bruxelles

Le rôle que joue l'Union européenne sur la scène internationale ne cesse de poser question. À ce jour, la construction européenne n'a apporté que des réponses partielles face à un enjeu qui concerne l'identité de l'Europe en tant qu'acteur mondial. Que représente l'Union hors de ses frontières ? Quelles valeurs propose-t-elle à la communauté internationale ? Par quels moyens – civils et/ou militaires – envisage-t-elle de promouvoir et de défendre ces valeurs ?

Le GRIP, l'Institut royal des relations internationales, le Pôle Bernheim d'études sur la paix et la citoyenneté de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et la revue *Enjeux internationaux*, organisent une conférence internationale qui entend alimenter le débat. La première journée, « L'Europe et le monde », abordera les aspects politico-philosophiques et identitaires du projet de construction européenne au-delà de ses frontières. La deuxième journée, intitulée « Quelle politique et quels moyens pour une Europe, puissance tranquille », sera consacrée aux outils concrets – civils et militaires – nécessaires à l'UE pour affirmer son identité sur la scène internationale.

Plus d'informations sur ce projet sur notre site www.grip.org

(suite de la page 5)

négocié une constitution grâce aux interventions militaires américaines.

Toujours en guerre contre le terrorisme

Dans le chapitre consacré au terrorisme (p. 8-13), les États-Unis reconnaissent que la capacité opérationnelle d'Al-Qaïda est certes détériorée mais pas entièrement détruite. Kaboul et Bagdad restent les lignes de front de la « guerre contre la terreur ».

Cette guerre est définie comme un combat mené sur le plan militaire mais aussi sur celui des idées. Le terrorisme prend sa source dans l'aliénation politique, les injustices perçues, la conspiration, la désinformation et une idéologie qui justifie le meurtre. Si le document reconnaît que la démocratie est l'idéologie alternative au terrorisme, les pistes concrètes dégagées pour contrer cette menace restent concentrées sur le court terme. Les États-Unis entendent ainsi prévenir les attaques avant qu'elles ne se produisent ; empêcher que des États voyous ou des terroristes ne se procurent des armes de destruction massive ; que des groupes terroristes ne trouvent refuge dans des États voyous et que des terroristes prennent le contrôle d'un État. La « guerre » reste donc essentiellement appréhendée par les moyens militaires.

L'Iran et le droit à la préemption

Dans le chapitre consacré aux menaces liées aux armes de destruction massive, l'Iran est présenté comme « le plus grand défi posé par un État-nation ». Au-delà du dossier nucléaire, c'est le changement de régime qu'ambitionne Washington car Téhéran « sponsorise le terrorisme, menace Israël, sape les efforts de paix au Moyen-Orient, torpille la démocratie en Irak et récuse les aspirations de son peuple à la démocratie » (p. 20).

L'effort diplomatique exercé de concert avec l'UE et la Russie doit réussir « si on veut éviter toute confrontation ». C'est en effet dans ce chapitre qu'est réaffirmé clairement le principe de préemption. Les menaces liées à la prolifération sont certes d'abord abordées par la diplomatie internationale mais, « sous le principe de la légitime défense », les États-Unis n'excluent pas d'utiliser la force « avant d'être attaqués, même si des incertitudes persistent (...) ». « La place occupée par la préemp-

tion dans notre stratégie nationale de sécurité reste la même. (...) Les justifications de nos actes seront toujours claires, l'utilisation de la force toujours mesurée et la cause toujours juste ». (p. 23)

Transformer le monde à son image

Dans le chapitre consacré à l'« expansion du développement par l'ouverture des sociétés et la construction d'infrastructures démocratiques », la stratégie américaine réaffirme le principe de « diplomatie transformationnelle » (p. 31-34). Il s'agit d'« oeuvrer avec nos partenaires pour construire et soutenir des États démocratiques, bien gouvernés, qui répondent aux besoins de leurs citoyens et se conduisent de manière responsable dans le système international ». Il faut encourager les gouvernements à « faire des choix judicieux » et « les aider à appliquer ces choix ». Les « bons comportements » seront « encouragés et récompensés ».

Au sein du « Grand Moyen-Orient », l'Iran et la Syrie occupent bien évidemment une place de choix. Et dans la politique américaine de remodelage de la région, l'Irak est destiné à jouer les centres névralgiques. Si le gouvernement irakien démocratiquement élu est un « nouveau partenaire dans la guerre contre la terreur », il s'agira de travailler avec lui afin de « consolider et d'étendre la liberté, et construire une sécurité et une stabilité durables » dans la région (p. 38). Via Bagdad, la porte semble ainsi ouverte à la diffusion au Moyen-Orient du modèle libéral américain, politique et économique, comme condition nécessaire de la sécurité nationale des États-Unis. Sur fond de turbulence politique et de dépendance énergétique, les intérêts vitaux des États-Unis imposent vraisemblablement une présence à long terme dans la région – à partir de Bagdad – et n'excluent aucun coup de force pour parvenir à préserver ceux-ci.

Car, comme conclut le document, la stratégie américaine est « idéaliste dans ses objectifs » à atteindre mais « réaliste dans les moyens » qu'elle met en oeuvre. Avant le 11 septembre, les États-Unis pouvaient se permettre de « diriger par le seul exemple ». Aujourd'hui, Washington doit également mener le monde « par ses actes » (p. 49). Et par la force – moyen réaliste s'il en est – s'il le faut...

Caroline Pailhe

VIENNENT DE PARAÎTRE



Réalisée dans la région des Grands Lacs africains, cette étude sur la prolifération des armes légères est basée sur le dépouillement de trois types de questionnaires conçus par *Small Arms Survey* et le GRIP. Ciblée sur le personnel médical et les agents de la justice et de la sécurité, l'enquête confirme que les populations paient un lourd tribut à la prolifération incontrôlée des armes. Le rapport souligne la nécessité de désarmer ces sociétés en profondeur et les outils pour le faire.

Rapport 2006/1, par Jacques Ntibarikure, 33 pages, 7 euros

La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs, menée par l'Onu et l'Union africaine, est censée aider onze pays de la région à promouvoir la paix, la sécurité, la démocratie et le développement, à travers une approche régionale. Après deux ans et demi de négociations, de protocoles et de programmes d'action, le bilan de la mise en oeuvre est mitigé. La présente étude identifie des défis à relever et des pistes d'actions susceptibles de renforcer ce processus de paix.

Rapport 2006/2, par Pamphile Sebahara, 27 pages, 7 euros



Liste des Rapports les plus récents

- 5/04 **Qui arme les Maï-Maï?, Enquête sur une situation originale**, Charles Nasibu Bilali, 32p., 7 euros
- 1/05 **RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes**, Anne Renault, 32p., 7 euros
- 2/05 **Iran - Regard vers l'est: la politique asiatique de la République islamique**, Mohammed-Reza Djalili et Thierry Kellner, 36p., 7 euros
- 3/05 **Burundi - Armes légères et violence armée: Quel impact sur les femmes?**, Edward B. Rackley, 28p., 7 euros
- 4/05 **Afrique de l'Ouest - Vers une convention sur les armes légères**, Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 euros
- 5/05 **Afrique de l'Ouest - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Critères de convergence appliqués au Sénégal, au Mali et au Niger**, Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 euros
- 6/05 **Afrique centrale - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Conformité avec le protocole de Nairobi et initiatives parlementaires au Burundi, en RDC et au Rwanda + Annexes**, Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 98p., 16 euros
- 7/05 **Guerres et déficits - Les deux piliers de l'économie des États-Unis**, Luc Mampaey, 30p., 7 euros
- 8/05 **Le régime nucléaire - Les efforts de la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération**, Céline Francis, 40p., 8 euros

Depuis plus de 20 ans, nous informons le grand public comme les responsables, notamment par nos publications, de façon à éveiller, entretenir et renforcer un courant d'opinion porteur.

Vous pouvez agir vous aussi.

Soutenez notre action :

en devenant membre

par le versement d'une cotisation annuelle. Etre membre du GRIP donne droit au trimestriel « Les Nouvelles du GRIP »;

15 € - 16 € - 18 €

(Attention: les prix indiquent les tarifs, dans l'ordre, pour la Belgique, Autres Europe et Autres Monde)

en achetant

une ou plusieurs publications;

en vous abonnant

aux « Livres du GRIP » et au trimestriel (le GRIP édite cinq ouvrages par an);

80 € - 90 € - 95 €

en prenant

l'abonnement complet

formule qui donne droit, en plus des livres et du trimestriel, aux « Rapports du GRIP »;

135 € - 150 € - 160 €

en prenant

l'abonnement de soutien

250 € - 250 € - 250 €

en effectuant un

don*

* EXONÉRATION FISCALE :
Le GRIP bénéficie de l'exonération fiscale. Tout don de 30 € et plus donne droit à une attestation fiscale.

Comment se procurer les publications du GRIP

Tous les ouvrages du GRIP sont vendus en librairie.

Mais ils peuvent aussi être directement commandés au GRIP.

Envoyez-nous une lettre ou le bon de commande ci-joint – accompagné du paiement – à l'adresse du GRIP
rue Van Hoorde, 33
B - 1030 Bruxelles.

Vous pouvez également commander nos publications par téléphone (32.2) 241.84.20 par fax (32.2) 245.19.33 par e-mail (publications@grip.org) ou via Internet (www.grip.org)

Modes de paiement

Belgique : virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement.

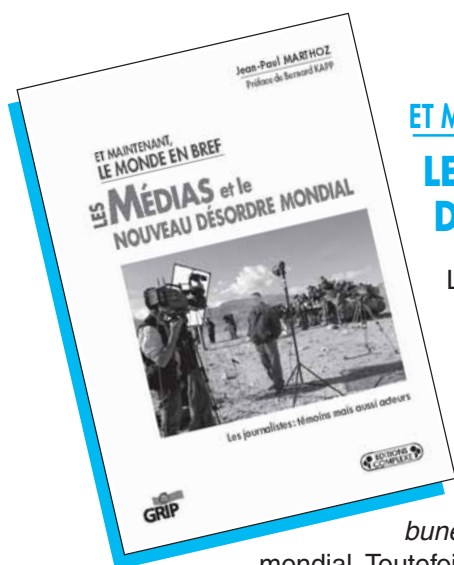
France : chèque barré; mandat postal international.

Luxembourg : soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP.

Autres pays : virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international.

Autre moyen de paiement
Carte de crédit (VISA, Eurocard, Mastercard)
Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

VIENT DE PARAÎTRE



ET MAINTENANT, LE MONDE EN BREF

LES MÉDIAS ET LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

Les attentats du 11 septembre, la guerre en Irak, le tsunami en Asie, l'affaire des caricatures de Mahomet, ont démontré l'importance cruciale de l'information, à l'heure de la mondialisation, du terrorisme transnational, des guerres préventives et du « choc des intolérances ».

À première vue, l'*International Herald Tribune*, *CNN*... sont les symboles de ce nouvel ordre mondial. Toutefois, cette image d'un monde des médias « nord-américanisé » est trompeuse. De *Al-Jazira* aux blogs citoyens, de *TV5* à *Univision*, la réalité est plus complexe et bien plus riche.

Dans cet essai, l'auteur dépeint la « constellation médiatique mondiale », analyse la « privatisation de la censure », décrit les manipulations de temps de guerre et les séductions de temps de paix, s'interroge sur les dérives du journalisme humanitaire et s'étonne du règne du journalisme de proximité alors que le monde n'a jamais été aussi interdépendant.

Un ouvrage essentiel, critique mais optimiste, qui nous invite à réfléchir sur le rôle du journalisme dans la globalisation du monde.

Jean-Paul Marthoz est directeur éditorial de la revue *Enjeux internationaux* (Bruxelles) et collabore à de nombreuses publications (*Le Soir*, *Papeles de cuestiones internacionales*, etc.). Il a été directeur international de l'information de Human Rights Watch (New York) et directeur du programme « Médias pour la démocratie en Afrique » (Fédération internationale des journalistes).

Un ouvrage de 352 pages, 19,90 euros

(ISBN 2-8048-0012-1)

Parution vers le 25 avril. Il s'agit de la 2e édition d'un livre paru au printemps 1999 et qui a été complété et entièrement remis à jour. À noter que depuis 2002, cet ouvrage fait partie des lectures obligatoires à l'Enap (École nationale d'administration publique) du Québec!

Ce que les médias ont dit de la première édition

« Cet ouvrage, remarquablement nourri d'exemples diversifiés (...), n'est ni un réquisitoire ni une photographie prise à un instant donné. Il doit davantage être considéré comme un essai qui permet de comprendre et d'interpréter des événements récents avec l'aide du regard critique d'un auteur dont l'expérience professionnelle garantit la pertinence. »

La Revue internationale et stratégique

« La manière dont la presse couvre le monde influe sur la manière dont on veut le construire. Informer ne suffit pas: il faut donner des éléments de réflexion, permettre de comprendre. Voici un ouvrage à conserver dans sa bibliothèque pour le relire et méditer. »

Le Ligueur

« Lisez ce livre, vous ne lirez plus votre journal de la même manière. »

Trends Tendances